Persee

R. N. Coudenhove-Kalergi

La paix de demain

In: Politique étrangère N°4 - 1939 - 4e année pp. 377-386.

Citer ce document / Cite this document :

Coudenhove-Kalergi R. N. La paix de demain. In: Politique étrangère N°4 - 1939 - 4e année pp. 377-386.

doi : 10.3406/polit.1939.5638

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1939_num_4_4_5638

LA PAIX DE DEMAIN

Les facteurs de résistance à la guerre

Le fait dominant de notre temps, c'est que nous assistons à la seconde guerre européenne. La première phase de cette guerre s'est ouverte le jour où les troupes allemandes ont franchi les frontières autrichiennes pour annexer l'Autriche. Depuis, progressivement, l'Allemagne a occupé d'autres territoires, faisant pour chaque opération emploi de méthodes différentes, mais où se retrouvait toujours le même chantage à la guerre.

Je crois que cette première phase est terminée par le fait très simple que la France et la Grande-Bretagne ont dit « non » aux nouvelles prétentions de l'Allemagne ainsi formulées. Mais d'autres phases sont là qui se développent : la guerre des armements, la guerre économique, la guerre de propagande et, la dernière, la guerre des nerfs. Car le IIIe Reich garde l'espoir que la résistance morale des pays démocratiques se lassera un jour et qu'il sera alors possible de provoquer une grande conférence européenne où seront posées les bases de l'hégémonie allemande en Europe centrale d'abord, puis dans l'Europe entière.

Contre ces méthodes se dressent actuellement la France et l'Angleterre. Les discours prononcés par le président du Conseil français et le premier ministre britannique marquent une étape décisive dans le développement de cette guerre nouvelle. Car, soyons-en sûrs, les réserves matérielles et morales des puissances occidentales sont de beaucoup supérieures à celles de l'axe et, si la France et l'Angleterre sont décidées à mener cette deuxième guerre mondiale, elles la gagneront.

Mais il ne suffit pas seulement de savoir qui sera le gagnant de cette guerre; il faut aussi considérer si elle peut ou non dégénérer en une guerre sanglante. Ce sont là deux problèmes auxquels il faut faire face : le problème de la paix et le problème de la liberté. Il s'agit d'une part d'empêcher l'hégémonie allemande en Europe, et d'autre part de le faire, si possible, sans risquer le sang des peuples.

Cette guerre non sanglante peut se gagner à la seule condition que l'idéal de paix, qui a toujours guidé les deux grandes puissances occidentales,

Persée BY: creative commons

soit complété par une volonté plus forte encore de liberté. En d'autres termes, si la paix est un grand idéal pour lequel on lutte et on a lutté, elles doivent se rendre compte qu'il y en a un plus grand encore, celui de la liberté, et que mises en demeure de choisir entre le sacrifice de la paix et celui de la liberté, elles doivent savoir sacrifier la paix pour sauver la liberté. C'est dans toute l'histoire l'impératif qui s'est posé à toutes les nations. Seules ont survécu celles qui ont posé la liberté au-dessus de la paix. Or, les événements des derniers six mois ont en effet prouvé que l'idéalisme de la France et de l'Angleterre les portait bien à maintenir et à sauver la paix, mais pas au prix de la liberté. On peut donc résumer ainsi la situation : cette guerre européenne va-t-elle pouvoir se terminer sans que commence la grande lutte sanglante? Je crois que seul le chancelier Hitler peut répondre à cette question, parce qu'il est sûr qu'aucun autre État ne la commencera et que la France et l'Angleterre feront l'impossible pour la repousser. Si l'Allemagne attaque, si elle est prête à risquer la guerre, alors nous aurons une guerre sanglante.

Les expériences faites par l'Europe depuis l'avènement d'Hitler nous donnent toutes raisons de croire que celui-ci ne risquera la guerre que s'il est convaincu de la division des puissances qui lui sont opposées ou s'il trouve en face de lui des pays faibles. Car Hitler est un homme raisonnable seulement en face des forts, envers les autres il est implacable. Son ascension en Allemagne même en est une preuve. En 1923, il s'est attaqué à la Reichswehr pour tenter de s'emparer du pouvoir; mais sa tentative a échoué. Depuis lors, il s'est appliqué à ne jamais provoquer une force supérieure à la sienne, à ne jamais jouer son avenir sur une seule carte, en dépit de certains chefs nazis qui le poussaient à imiter Mussolini et à marcher sur Berlin pour tenter un coup d'État. Alors que son parti était le plus fort, que son armée privée s'élevait à un demi-million d'hommes, qu'il avait nombre de sympathies parmi la haute bureaucratie et l'armée allemande, il n'a jamais rien risqué. Il n'a pris le pouvoir que sûr de sa réussite, sans coup d'État, sans guerre civile. Je n'en donnerai comme preuve que cet exemple : à l'apogée de sa puissance comme chef de parti, lorsque le chancelier Bruning décida de désarmer les sections d'assaut, on crut, en général, qu'Hitler tenterait un coup de force. Il ne l'a pas tenté, il s'est soumis sans résistance, il a déposé les armes parce qu'il savait que la Reichswehr, à la disposition du gouvernement et de Bruning, était plus forte que son parti, même armé.

Cette tendance qui lui fait honneur comme homme d'État — Machiavel n'eût pas agi différemment — il l'a conservée après sa venue au pouvoir. Si le chancelier du Reich est décidé à acquérir l'hégémonie européenne, il est également décidé à ne pas risquer sa puissance et l'avenir de l'Alle-

magne dans une guerre. C'est par les mêmes méthodes déjà employées pour devenir le maître de l'Allemagne qu'il a tenté progressivement de devenir le maître de l'Europe.

En Autriche, après l'assassinat du chancelier Dolfuss, lorsque les nazis autrichiens ont été vaincus par la police et l'armée autrichienne, Hitler n'est pas intervenu militairement parce qu'il savait que Mussolini avait massé des troupes au Brenner et qu'il risquait une guerre avec l'Italie alors plus forte que l'Allemagne. Il n'a pas non plus risqué la guerre en envoyant des troupes au Maroc pendant la crise espagnole. Il n'a pas risqué la guerre le 21 mai 1938, quand il craignit l'intervention de l'Angleterre dans le conflit tchécoslovaque. Il a toujours temporisé quand une force supérieure s'opposait à la sienne. Il a toujours su choisir le moment. Il suffit d'examiner de très près les différents coups qu'il a tentés pour se convaincre qu'ils ne comportaient aucun risque réel ou sérieux. C'est d'abord la Rhénanie. Il avait donné l'ordre à ses troupes d'entrer sur ce territoire. Qu'aurait-il fait si la France avait marché ? Il aurait donné l'ordre à ces mêmes troupes de se retirer et proclamé qu'il avait de ce fait sauvé la paix européenne. L'Autriche ? Il a agi, sûr qu'aucune grande puissance ne répondrait à l'appel du chancelier Schussnigg. La Tchécoslovaquie en septembre 1938 ? Il savait pouvoir compter sur Mussolini si Chamberlain n'avait pas pris l'initiative de la conférence de Munich. Une intervention italienne de la dernière heure aurait eu pour résultat de convoquer une conférence internationale pour sauver la paix. L'annexion de la Bohême en mars dernier ? Il n'ignorait pas qu'aucune des grandes puissances ne bougerait pour secourir un pays désarmé. Aujourd'hui, s'il temporise pour annexer Danzig, c'est qu'il sait bien que ce geste le mènerait à la guerre avec la France et l'Angleterre. Nous avons toutes raisons de croire en l'avenir, car Hitler n'attaquera pas ayant en face de lui la coalition mondiale qui se prépare et à laquelle adhèrent déjà les plus grands États. Il n'attaquera pas, parce qu'il sait d'avance qu'il perdra. Il y a des malades qui se font opérer parce qu'ils ont une chance de guérir, mais il y a très peu de malades qui se suicident pour ne pas mourir de la maladie qui les terrasse. Ainsi, il y a peu de chance qu'Hitler provoque un conflit militaire en Europe pour empêcher une crise intérieure en Allemagne. Je crois au contraire que la force et la supériorité de la France et de l'Angleterre maintiendront la paix et qu'elles augmentent les possibilités d'éviter la guerre sanglante.

Voilà donc le premier objectif. Mais ce n'est pas une solution à la crise européenne. C'est encore un trop grand malheur de vivre cette guerre économique, cette course aux armements qui ruinent l'Europe, qui créent pour l'avenir des dangers, non seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue social.

La question est de savoir si les puissances occidentales garderont leurs nerfs, garderont la force de résistance jusqu'à la fin de cette guerre d'usure, ou si elles s'arrêteront à mi-chemin pour accepter une conférence européenne qui donnera, plus ou moins, à Hitler la domination de l'Europe centrale comme première étape vers l'hégémonie européenne. Le problème est surtout moral car, il faut le reconnaître, il y a dans les pays totalitaires de grandes forces morales, mais des forces morales déformées. Ces forces ne peuvent être vaincues que si les puissances occidentales créent des forces supérieures, d'une valeur saine, reposant sur un idéalisme vrai et capable de surmonter l'idéalisme perverti de l'Allemagne et de l'Italie. Il s'agit de savoir si la France et l'Angleterre sont décidées à créer une Europe nouvelle, une Europe basée sur l'égalité des nations et la liberté des hommes, ou si ces puissances sont prêtes à un compromis qui prendrait le caractère d'une paix, mais ne serait en fait rien d'autre qu'une trêve pour quelques années, donnant le temps aux pays totalitaires de se renforcer et de préparer leur hégémonie européenne.

Les problèmes de la paix

De même que pendant la paix se développent les germes de guerre, de même en temps de guerre doivent se préparer les conditions de paix. Comme nous nous trouvons actuellement en état de guerre, il faut dès maintenant préparer la paix de demain, faute de quoi il se pourrait que la paix nous surprenne et que l'Europe soit obligée d'improviser un règlement qui déciderait du sort de l'Europe, de notre propre sort et de celui de nos enfants pour une génération et peut-être pour un siècle. Il y a là un grand danger.

Pendant la Grande Guerre, l'Europe a disposé de quatre années pour élaborer un traité et, cependant, il fut improvisé. Il faut donc dès maintenant préparer la paix de demain sur des fondements solides, capables de résister au temps.

Envisageons les problèmes principaux de cette paix de demain. Ils sont de trois ordres.

Sur le plan politique, considérons qu'il y aura toujours en Europe, même si le régime nazi est renversé, un problème allemand : celui des 80 millions d'hommes d'une nation forte, courageuse, travailleuse, placée au centre de l'Europe, et dont il faudra empêcher l'hégémonie sur le continent, tout en lui donnant tous les moyens de vivre et de s'épanouir économiquement pour qu'elle ne se sente pas opprimée et qu'elle renonce à des méthodes de guerre économique et politique avec le reste de l'Europe. Ce problème allemand persistera donc, et il faudra le régler dans le

cadre européen, car je ne vois pas d'autre moyen de le résoudre pacifiquement. En effet, le danger allemand persistera dans toute solution basée de nouveau sur le principe de la nationalité et de la souveraineté nationale. Nous avons vu l'Allemagne monarchique nous conduire à la guerre de 1914, l'Allemagne républicaine amener les dictatures et l'Allemagne hitlérienne ouvrir la seconde guerre européenne. Il n'y a aucune garantie pour qu'un IVe Reich ne conduise l'Europe à de nouvelles catastrophes, si l'on n'organise pas un contrôle de ses armements et de sa politique extérieure. Mais il est naturel que ce contrôle ne soit pas unilatéral. A toute tentative de cette nature dans le prochain traité, répondrait de nouveau, dans un avenir prochain, un mouvement semblable au mouvement hitlérien, sous une forme nationaliste, peut-être sous une forme bolcheviste. Certainement une paix ainsi conçue porterait en elle-même les germes d'une nouvelle guerre. Cette éventualité peut être écartée seulement par une paix basée sur le principe d'une égalité absolue de l'Allemagne avec les autres nations européennes. Cette égalité ne peut aller de pair avec le contrôle nécessaire dont j'ai parlé que si ce dernier est réciproque, c'est-à-dire sur la base d'une fédération européenne.

Un autre problème sur ce même plan politique serait le problème russe. La Russie est un pays immense, trois fois aussi grand que l'Europe entière. Si elle est englobée dans le système européen, du fait de son étendue et de sa population elle aura forcément dans un avenir assez rapproché l'hégémonie en Europe. Ainsi, pour empêcher cette hégémonie et en même temps maintenir une politique de paix avec la Russie, il faudra nécessairement limiter l'Europe à la frontière russe. C'est là une considération tout à fait en dehors de la question du bolchevisme. Même ceux qui pensent que la Russie fait partie de l'Europe constatent l'impossibilité de la lier au système européen du seul fait de son régime. Accomplir une telle union ne signifierait rien d'autre que d'amorcer une guerre qui serait civile au lieu d'être internationale et ferait de l'Europe entière une nouvelle Espagne. Car toutes les forces bolcheviques de l'Europe occidentale trouveraient un appui dans la Russie soviétique, et celle-ci, forte de ces alliés, ne tarderait pas à accomplir l'Union soviétique européenne.

En fait, trois alternatives se présentent pour constituer l'Europe de demain. La première est une Europe fédérative sous l'hégémonie allemande : c'est le rêve et le programme des nazis dont le premier objectif est de créer une *Mittel-Europa* dans laquelle la Grande Allemagne jouerait le même rôle que la Prusse dans l'Allemagne bismarckienne. Une fois organisé ce grand monde compris entre le Rhin et la frontière russe, l'Allemagne se jetterait sur la France et l'Angleterre ou les forcerait, par le chantage, à collaborer à cette œuvre ainsi réalisée.

La seconde est la conception russe que je viens de préciser et qui aurait pour but la transformation de l'Europe en une Union des Républiques soviétiques socialistes sous la domination de Moscou.

Ecartons ces deux conceptions. J'ai lutté toute ma vie pour l'idée de la fédération européenne; pourtant je n'hésiterais pas à déclarer que si j'avais à choisir entre une de ces deux formes de fédérations et l'anarchie européenne existante, je préférerais le maintien de l'anarchie à ces deux solutions qui, si elles semblent paneuropéennes, ne le sont pas en réalité.

La seule solution véritablement issue de l'esprit européen et qui peut être considérée comme paneuropéenne est celle d'une fédération basée sur l'égalité des nations et sur la liberté des hommes, en un mot, accomplie sous l'égide morale de la France et de l'Angleterre. C'est la seule forme capable d'unir ces deux grands idéaux européens, la paix et la liberté, et c'est vers elle que nous marchons.

Je crois que l'année 1939 sera décisive pour cette nouvelle Europe qui se prépare, cette Europe libre, fédérée sous l'égide morale de la France et de l'Angleterre, basée sur l'égalité de toutes les nations grandes et petites, car, pour la première fois, l'Angleterre a résolument pris une position européenne. C'est à Hitler que nous devrons la décision de l'Angleterre d'abandonner sa politique séculaire, car personne n'aurait pu réussir à l'engager sur le continent. Maintenant c'est un fait. Si nous jetons un regard en arrière, si nous pensons à la grande initiative d'Aristide Briand et aux causes de son échec, nous voyons qu'il est dû surtout à la position de l'Angleterre. A cette époque, la Grande-Bretagne préparait le système d'Ottawa et mettait au point la fédération économique mondiale de son empire; elle ne voulait alors ni s'associer à l'Europe continentale ni permettre à celle-ci de se fédérer sans elle. Elle a fait de la « résistance passive » et a ainsi empêché la réalisation de ce premier mouvement pan-européen.

Depuis ce temps tout a changé. La Grande-Bretagne a compris que si elle ne prenait pas, avec la France, l'initiative et la direction de l'Europe, c'est l'Allemagne qui la prendrait. Elle a repoussé les propositions allemandes qui établissaient l'hégémonie de l'Allemagne sur l'Europe continentale et laissaient provisoirement à l'Angleterre son empire; elle savait très bien qu'une fois l'Allemagne maîtresse de l'Europe continentale, l'empire britannique serait réduit au rôle de vassal et soumis à la domination allemande. Aussi a-t-elle décidé d'abandonner sa voie traditionnelle pour prendre, à côté de la France, l'initiative de l'union européenne.

L'alliance entre la France, l'Angleterre et la Pologne est le premier pas décisif vers la future fédération européenne, car cette fédération n'est dirigée ni contre la nation allemande, ni contre la nation italienne; elle est basée sur l'espoir qu'un jour ces deux nations s'associant à cette grande

œuvre d'union collaboreront avec la France et l'Angleterre pour le bien de tous les Européens.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions. Il est impossible que l'Allemagne actuelle, avec ses maîtres actuels, puisse entrer dans une fédération européenne qui ne peut s'établir que sur des conceptions morales semblables. Or, le IIIe Reich ne partage pas notre idéal, il n'a pas le respect de ses engagements, il ne conçoit pas qu'au-dessus de la politique nationale existe une collaboration européenne. Tel qu'il est, il n'est pas possible d'établir avec lui une paix durable; mais il faut préparer la paix de demain avec le IVe Reich qui suivra certainement le IIIe, et dans un délai assez court.

Ainsi nous arrivons donc à deux possibilités de règlement de cette guerre européenne qui finira ou par une guerre sanglante, c'est-à-dire par une victoire de l'Europe occidentale sur l'axe, ou par un changement à l'intérieur de l'Allemagne. Il reste donc que nous devons nous préparer à élaborer les conditions de la paix qui pourrait nous surprendre dans un avenir assez proche. La France, l'Angleterre, nous tous qui avons mis notre espoir dans une Europe nouvelle, nous nous trouverons alors dans une situation critique. Nous aurons devant nous des problèmes presque insolubles, des problèmes terribles qui engageront toutes les forces de l'avenir et qui ne pourront être résolus qu'avec un grand courage et une grande intelligence.

Il faut dès maintenant envisager tous ces problèmes. J'ai parlé de la question allemande et de la question russe. J'ai souligné que la Russie est la voisine de l'Europe et non une partie de l'Europe et j'ai précisé que ce fait est indépendant du problème actuel de savoir si la Russie doit entrer ou non dans l'alliance contre l'Allemagne. Car nous sommes maintenant sous la menace d'une agression allemande, et il est naturel et important que nous cherchions à réunir toutes les forces dont nous pouvons disposer pour nous opposer à cette agression. J'approuve les hommes politiques qui désirent par une collaboration plus étroite avec la Russie éviter le danger d'une alliance entre l'Allemagne et la Russie. C'est là, je le répète, un problème tout à fait différent du problème qui consiste à décider de la position future de la Russie en Europe.

Pour construire l'Europe de demain, il faut encore envisager deux grands problèmes économiques : le problème du chômage et le problème monétaire, car après le désarmement, c'est-à-dire la démobilisation économique et politique, le nombre de chômeurs augmentera très rapidement. D'autre part, une question monétaire se posera parce que, probablement, le monde entier sera contraint de payer sa course aux armements. Il faudra régler cette réforme monétaire pour éviter le recours à une nouvelle inflation. Il faudra la régler sur une base européenne et trouver une formule qui, créant une forme de monnaie commune ou de « Federal Reserve Problem », empêcherait

une nouvelle ruine de l'Allemagne. Car une nouvelle inflation en Allemagne, comme celle de 1923, risquerait d'orienter ce pays vers la Russie et de le rendre bolcheviste. Cette union entre l'Allemagne ruinée et la Russie bolcheviste serait le plus grand danger que pourrait courir l'Europe entière.

Il importe donc de trouver des solutions pratiques au problème du chômage et au problème monétaire.

Les forces morales de la paix

Sur le plan idéologique, il faut se rendre compte qu'une confiance européenne est sûrement possible si l'Europe retrouve son âme commune... je veux dire son âme formée par la grande tradition commune de l'antiquité, les principes de la religion chrétienne et de l'esprit chevaleresque qui trouve maintenant sa forme dans les notions d'honneur. Si nous nous détachons de la conception de Dieu et de la conception de l'honneur, aucun traité ne peut être valable, car lorsqu'un traité est signé, deux forces seulement peuvent obliger les signataires à le respecter : la foi en Dieu, la foi en son propre honneur. Pour ceux qui ne connaissent ni Dieu ni l'honneur, un traité n'est rien qu'un chiffon de papier.

C'est pour pouvoir conclure des traités valables, des traités qui permettront de réaliser une nouvelle organisation, que l'Europe doit revenir à une conception traditionnelle des valeurs européennes. Il faut, ensuite, qu'elle retourne aux principes de la démocratie, je ne dis pas au principe du parlementarisme tel qu'il se pose en France et en Angleterre ; les conditions changent suivant les pays et les formes de la démocratie; elles ne peuvent être les mêmes dans un État civilisé et dans un État moins évolué. Il n'est pas possible de concevoir, par exemple, pour tous les pays de l'Europe orientale les mêmes constitutions qu'en France et en Angleterre; mais il y a deux principes qui doivent s'appliquer dans l'Europe entière : le contrôle des gouvernements par les gouvernés et le respect des droits de l'homme. Dans ce cas seulement une Europe unie par des notions de civilisation communes peut se développer.

Enfin, pour organiser la paix de demain, il faut comprendre les avertissements de la paix d'hier; le traité de Versailles et la Société des Nations sont là pour nous guider. Tous les deux ont fait faillite et il importe que nous nous rendions compte des raisons qui ont provoqué cette faillite.

La paix de Versailles basée sur l'humiliation de l'Allemagne, sur un *diktat* unilatéral et sur le principe de l'inégalité ne doit pas se répéter. Toute paix qui obéirait à de tels principes serait vouée à l'échec et porterait en elle les germes d'une nouvelle guerre. La paix de demain ne doit ni humi-

lier une nation européenne ni être l'expression d'un *diktat* et d'une inégalité. Elle doit sortir de l'approbation de toutes les grandes nations européennes, y compris l'Allemagne et l'Italie.

De la paix ne doivent sortir ni ruine ni humiliation pour l'Allemagne; à cette condition seulement et si aucun doute ne subsiste sur ce point il est possible de gagner, dès maintenant, à la conception paneuropéenne une partie de la population allemande. Il y a actuellement une grande majorité d'Allemands qui ne sont pas nazis mais qui sont prêts à défendre le régime actuel parce qu'ils craignent que le régime qui lui succéderait ne soit pire. Ils redoutent le bolchevisme et repoussent l'humiliation nationale ainsi que l'inflation. Aussi faut-il, dès maintenant, que par un programme européen élaboré par les gouvernements français et anglais, les Allemands soient assurés que la paix de demain, non seulement garantira l'Allemagne du bolchevisme, de l'humiliation nationale et de la ruine économique, mais que tous les efforts seront faits pour donner à leur pays la possibilité de vivre en pleine égalité avec tous les autres pays et dans une pleine liberté personnelle.

Le second avertissement nous est donné par la Société des Nations. Ce fut une grande faute d'essayer de construire une fédération mondiale sur une Europe anarchique; il fallait d'abord organiser l'Europe, avant de songer à organiser le monde. L'échec de la Société des Nations vient de ce qu'elle n'était basée ni sur des réalités, ni sur une communauté économique, mais sur un pacte théorique, et qu'elle n'était pas garantie par une force militaire. Ne rééditons pas ces fautes. Préparons une Europe fédérée reposant sur des liens économiques et sur une force militaire, qui pourrait commencer par être une force d'aviation.

Il ressort de ces considérations que la paix de demain ne doit pas seulement être négative, c'est-à-dire tendre uniquement à assurer la paix; elle doit aussi être constructive, c'est-à-dire être l'expression d'une politique européenne. Son grand but politique, économique et idéologique doit être une construction européenne. L'Europe doit être le but commun, non seulement de la France et de l'Angleterre, mais des meilleurs éléments de l'Allemagne et de l'Italie. Et, dans cette grande lutte pour l'Europe de l'avenir, la France doit jouer le même rôle qu'a joué le Piémont dans la grande lutte pour l'unité italienne. Ainsi que cette petite province a réalisé son œuvre nationale contre la puissance autrichienne et la grande puissance papale, en s'alliant à toutes les forces de la péninsule qui désiraient l'unité italienne et la liberté individuelle, ainsi la France doit, dès maintenant, s'allier à toutes les forces de l'Europe entière, pays balkaniques, Allemagne, Italie, pays baltes, à tous ceux qui désirent la paix, à tous ceux qui désirent la liberté, à tous ceux qui désirent l'égalité entre les nations et qui doivent être

considérés, non comme des adversaires, mais comme des amis, des alliés. Si le Piémont a mené à bonne fin sa lutte, c'est aussi parce qu'il n'était pas opposé aux Napolitains, aux gens de Venise, etc..., mais qu'il considérait au contraire tous les éléments avancés des autres provinces comme des alliés. Toutes les petites dictatures sont tombées peu à peu et la péninsule s'est unie sous la direction morale du Piémont, qui n'a pas eu besoin de faire la conquête du pays. Sa direction morale a été acceptée librement comme représentant le plus haut idéal de l'Italie. La mission de la France est semblable dans cette lutte pour unir l'Europe.

Si le *risorgimento* italien montre par quel moyen on peut atteindre le but, le facteur moral est le facteur décisif du succès auquel on parviendra ou par la guerre ou par la lutte idéologique. On entend souvent dire qu'il faut écarter les luttes idéologiques. C'est absolument faux. L'Allemagne et l'Italie poursuivent une lutte idéologique et la font avec succès, la Russie aussi. Répondre que la France ne fait pas de propagande idéologique et ne veut pas en faire parce qu'elle n'aime pas cette forme de lutte, revient à dire que la France pacifiste ne veut pas d'armée ni d'Etat-Major. Le fait que des adversaires emploient ce moyen pour vaincre crée la nécessité pour la France et l'Angleterre de l'employer aussi, à la condition cependant qu'elles mènent cette guerre au nom des principes traditionnels de liberté. Il est malheureux que ces principes aient été faussés dans l'Europe entière. Nous voyons un soi-disant anti-bolchevisme, organisé et payé en grande partie par Berlin, qui n'est qu'une propagande nazie ou fasciste camouflée. De même nous voyons une lutte soi-disant anti-fasciste qui n'est souvent qu'une lutte bolcheviste camouflée, inspirée ou payée par Moscou. Il faut que la France et l'Angleterre mènent sans équivoque la guerre idéologique, indépendamment de leurs relations politiques; qu'elles la mènent au nom de la liberté humaine, de la dignité humaine, des droits des hommes, de l'égalité des nations. Agissant ainsi, il n'y a pas de doute qu'elles triompheront.

La plus grande tâche de notre génération et de notre siècle reste à accomplir. Nous pouvons l'accomplir. Mais il faut que l'esprit héroïque l'emporte sur l'esprit pacifique. Nous aimons tous la paix certes, mais reconnaissons que le pacifisme exagéré de l'après-guerre a été une des raisons de la grande crise que nous traversons. Il faut être pacifique, mais en gardant un esprit héroïque. Il faut en rétablir les valeurs dans les démocraties, comme on les a rétablies dans les pays totalitaires. C'est l'esprit héroïque allié à une politique libérale, à une politique moderne regardant les problèmes de l'avenir, qui préparera l'Europe de demain, l'Europe de la paix, l'Europe de la liberté.

Comte N. C. COUDENHOVE-KALERGI